



**Service de
l'Emploi**
de la Formation et de
l'Insertion professionnelles



CONVENTION N°

relative à l'octroi d'un :

☐ **CDI AIDÉ - TIAMA**

☐ **CDD D'INSERTION - TIARAMA**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les articles LP. 5251-1 et suivants et A. 5251-1 et suivants du code du travail relatifs au CDI AIDÉ - TIAMA ;

Vu les articles LP. 5252-1 et suivants et A. 5252-1 et suivants du code du travail relatifs au CDD D'INSERTION - TIARAMA ;

ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte du Service de l'Emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles, représentée par son chef de service, ci-après désigné « S.E.F.I »,

d'une part,

ET :

Nom ou Raison sociale :

Forme juridique :

Enseigne commerciale :

Numéro Tahiti (NT) : NT ITI : Numéro RCS :

Adresse géographique du siège :

Adresse postale :

Représentée par (prénom et nom) :

ci-après désigné « l'employeur »,

d'autre part,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er}. - Objet

La présente convention est conclue en vertu de la réglementation susvisée et relative au dispositif demandé.

Elle a pour objet de préciser les engagements de chaque cocontractant et les modalités pratiques du versement de l'aide financière à la charge de la Polynésie française.

Article 2. - Obligations des parties

2.1 Obligations de l'employeur

L'employeur reconnaît avoir pris connaissance des dispositions réglementaires susvisées relatives au dispositif demandé et s'engage à respecter vis-à-vis du salarié concerné les conditions prévues par la présente convention et au contrat de travail qui y est associé.

L'employeur accepte que les agents du S.E.F.I accèdent à ses locaux pour vérifier, en tant que de besoin, la bonne exécution de la présente convention.

Dans le cadre de la présente convention, l'employeur s'engage à :

- produire au S.E.F.I une copie du contrat de travail d'une durée de heures par mois (minimum de 80 heures) signé avec le salarié ci-après désigné à compter du : / /

NOM :
Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) :
Date et lieu de naissance : / / à **N° DN :**
Poste occupé :
Code ROME :

- procéder ponctuellement à terme échu au règlement mensuel du salaire ainsi qu'à celui des charges sociales correspondantes ;
- et produire mensuellement au S.E.F.I, qui les conserve, des copies de bulletins de salaires visés par l'employeur et le salarié et des copies des ordres de recettes correspondants émis par la Caisse de prévoyance sociale (CPS) de la Polynésie française.

2.2 Obligations de la Polynésie française

La Polynésie française s'engage à verser sur le compte bancaire désigné par l'employeur, l'aide financière calculée au prorata du temps de travail effectif du salarié, dont le montant plafonné est fixé comme suit :

<i>Cadre réservé au S.E.F.I</i>	
CDI AIDÉ – TIAMA <i>(article A. 5251-6 du code du travail)</i>	CDD D’INSERTION – TIARAMA <i>(article A. 5252-6 et 7 du code du travail)</i>
<input type="checkbox"/> 60 000 F CFP par mois pour un temps plein si la condition 1 de l'article A.5251-6 du code du travail est remplie ; <input type="checkbox"/> 80 000 F CFP par mois pour un temps plein si les conditions 1 et 2 ou 3 de l'article A.5251-6 du code du travail sont remplies ; <input type="checkbox"/> Et 100 000 F CFP par mois pour un temps plein si les conditions 1, 2 et 3 de l'article A.5251-6 du code du travail sont remplies.	<input type="checkbox"/> 100 % du salaire minimum interprofessionnel garanti en vigueur par mois pour un temps plein.

L'aide financière est versée dans les conditions définies ci-après :

- une avance forfaitaire d'un montant équivalent à trois mensualités est versée à partir de la signature de la convention par le S.E.F.I ;
- à partir du troisième mois, les aides, d'un montant équivalent à trois mensualités, sont versées après production en fin de mois des pièces justificatives afférentes aux périodes échues et en fonction des volumes horaires constatés ;
- la dernière mensualité de l'aide est versée après production des pièces justificatives restant à fournir à l'échéance de la convention. Leur production doit intervenir dans un délai maximum de deux mois à compter de l'échéance de l'aide.

2.3 Protection de vos données personnelles

Vos données à caractère personnel collectées par le S.E.F.I font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la mise en œuvre du dispositif **CDI Aidé - TIAMA** ou **CDD d'insertion - TIARAMA**. Ce traitement fondé sur notre mission d'intérêt public de promotion de l'emploi, la formation et l'insertion professionnelles et s'appuie sur les articles **LP. 5251- 1 à LP. 5251-12** et **LP. 5252-1 à LP. 5252-10 du code du travail de la Polynésie française**. Les traitements ayant pour finalités l'instruction du dossier de demande sont fondés sur votre consentement.

Les données renseignées dans la présente convention sont à ce titre obligatoires.

Vos données seront communiquées aux destinataires suivants : la Caisse de prévoyance sociale (CPS), le Contrôle des dépenses engagées (CDE), et la Direction du budget et des finances (DBF).

Elles sont conservées pendant une durée de **cinq (5) ans** après le début de l'instruction de votre dossier. Vous disposez, après justification de votre identité, des droits d'accès, de rectification et du droit à la limitation de vos données.

Sous certaines conditions, vous disposez du droit de vous opposer à leur traitement. Vous pourrez exercer vos droits aux adresses suivantes :

- Sur place : Service de l'Emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (S.E.F.I), immeuble Papineau, rue Tepano Jaussen

- Par voie postale : Service de l'Emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (S.E.F.I), BP 540 - 98713 Papeete

Pour toute information complémentaire sur le traitement des données ou réclamation, vous pouvez contacter la Déléguée à la Protection des Données (DPO) à dpo@administration.gov.pf

Si vous estimez que vos droits sur vos données ne sont pas respectés, vous pouvez saisir la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) d'une réclamation - www.cnil.fr

Article 3. - Renouvellement

La convention peut être renouvelée si l'embauche initiale a permis de créer un emploi supplémentaire et qu'il n'y a pas eu de baisse d'effectif durant la première année.

La convention peut être renouvelée une fois par voie d'avenant.

Le renouvellement est effectué à l'initiative de l'employeur trois mois avant la fin de la convention.

Article 4. - Rupture du contrat de travail

En cas de rupture du contrat de travail pendant la période d'exécution de la convention, l'employeur est tenu de produire au SEFI, dans un délai de quinze jours à compter de la rupture en question :

- un courrier indiquant la date et le motif de cette dernière ;
- une copie de la lettre de démission ou de licenciement ;
- une copie du certificat de travail ;
- et une copie du reçu de solde de tout compte.

Article 5. - Sanctions

A défaut de production des pièces justificatives du paiement des salaires et charges sociales patronales dans les conditions définies à l'article 2.1, le S.E.F.I peut procéder à la résiliation unilatérale de la convention. L'employeur sera exclu des aides au contrat de travail pendant un délai de six mois à compter de la résiliation. Dans le cas où l'employeur ne respecte pas ses obligations, le S.E.F.I suspend le versement de l'aide financière et en informe la CPS. L'aide financière est suspendue jusqu'à régularisation et au maximum pendant une durée de deux mois à l'issue de laquelle le S.E.F.I peut résilier la convention et faire procéder à l'émission d'un ordre de reversement au titre des sommes indûment perçues par l'employeur.

En cas de fraude au présent dispositif, l'employeur est tenu de rembourser en totalité l'aide versée et sera exclu des aides à l'emploi et à l'insertion du S.E.F.I pour une durée maximale de douze (12) mois à compter de la date à laquelle le contrat prend fin.

Article 6. - Imputation budgétaire

Les dépenses sont imputées sur le budget de la Polynésie française au programme 96702 – article 652.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur de la Polynésie française.

L'employeur
(signature originale)

.....

Cadre réservé au SEFI

Cette convention est conclue pour une durée ferme de douze mois à compter du :

Rendu exécutoire à Papeete, en trois exemplaires originaux, le

Fait à Papeete, le

Pour le Ministre
en charge de l'emploi,
et par délégation,
Le Chef du service de l'emploi, de la formation et de
l'insertion professionnelles